



Déclaration

21 décembre 2017

Par International Crisis Group

Crise anglophone au Cameroun : le dialogue demeure l'unique solution viable

La récente flambée de la violence dans les régions anglophones du Cameroun semble indiquer la naissance d'une insurrection. Le gouvernement doit, pour éradiquer la violence en cette année électorale délicate, mettre en œuvre des mesures politiques qui réduiront le soutien croissant qu'obtiennent les insurgés. Avec l'aide de ses partenaires internationaux, il devrait entamer un dialogue avec les dirigeants anglophones pacifiques afin de discuter des questions de décentralisation et de gouvernance du pays.

Une insurrection en gestation

En août 2017, Crisis Group a tiré la sonnette d'alarme sur le risque d'une insurrection au Cameroun anglophone si un dialogue sincère, accompagné de mesures fortes de décrispation, n'était pas entamé. Malheureusement, la crise en cours depuis un an a franchi un cap en novembre quand elle s'est accompagnée d'attaques armées contre les forces de défense. Depuis lors, au moins seize militaires et policiers ont été tués et une vingtaine blessés, suite à treize attaques menées par des séparatistes. C'est quatre fois le nombre de militaires tués par Boko Haram à l'Extrême-Nord au cours de la même période.

Suite à la répression par les forces de défense et de sécurité des manifestations du 22 septembre et du 1er octobre 2017, le camp séparatiste s'est endurci et gagne en popularité. Le département de la Manyu dans le Sud-Ouest est l'épicentre actuel de l'insurrection, du fait

de sa proximité avec l'Etat nigérian de Cross River où résident certains cadres de la « République fédérale d'Ambazonie » (désignation par les séparatistes de leur Etat autoproclamé). La majorité de ces attaques sont de basse intensité, mais quelques-unes paraissent plus importantes. Selon le ministre de la Communication, celle contre la compagnie de gendarmerie de Mamfé le 8 décembre a été menée par 200 assaillants, même si ce nombre semble surévalué.

Le mouvement anglophone ne se réduit pas à son courant sécessionniste, loin de là. Mais au sein de la mouvance sécessionniste, les partisans de la lutte armée semblent désormais prévaloir. Des recrutements de combattants et la présence de camps d'entraînement dans les localités frontalières ont été signalés par les médias officiels camerounais et des sources diplomatiques contactées par Crisis Group. Les participants à la lutte armée sont répartis en deux catégories. La première serait constituée d'une dizaine de groupuscules violents ou groupes d'autodéfense, comptant en moyenne dix à 30 membres chacun : à l'instar des Tigers, Vipers ou Ambaland forces. Certains d'entre eux incendient les marchés, les commerces et les écoles. La seconde comprendrait trois milices rebelles dont le nombre cumulé de combattants est estimé à plus d'une centaine : les Ambazonia Defence Forces (ADF), dirigées par Ayaba Cho Lucas et Benedict Nwana Kuah, les Southern Cameroons Defence Forces (SOCADEF), dirigées par Ebenezer Derek Mbongo Akwanga et le groupe homonyme

Southern Cameroons Defence Forces (SCDF), dirigé par Nso Foncha Nkem.

Sept bombes artisanales ont explosé depuis le début de la crise dans les régions anglophones, sans faire de victimes, et une autre a été désamorcée à Douala. Il y a lieu de penser qu'il ne s'agissait que de tests dans le but de montrer aux autorités camerounaises leur potentiel de nuisance, y compris en zone francophone, si l'insurrection venait à s'intensifier.

Le « gouvernement intérimaire » de l'Ambazonie rejette pour l'instant l'option de l'insurrection. Mais les partisans de la lutte armée ont multiplié les attaques dans le but de pousser l'Etat camerounais à déclarer la guerre et à mettre ce « gouvernement intérimaire » devant le fait accompli. Sous pression, le président de l'Ambazonie, Sisiku Ayuk Tabe, hésite entre lutte armée et poursuite de la désobéissance civile et des initiatives diplomatiques. La pression de sa base pourrait l'amener à changer d'avis en 2018 et à passer de l'autodéfense à l'insurrection effective.

Les violences perpétrées depuis octobre engendrent une situation humanitaire préoccupante. Des milliers d'habitants ont fui vers le Nigéria voisin et des dizaines de milliers vers d'autres départements moins exposés ou dans les régions francophones. L'exode des populations a été aggravé par un communiqué maladroit du préfet de la Manyu qui a demandé, début décembre, aux populations d'une quinzaine de villages de quitter leurs localités, en leur donnant un délai très court, sous peine d'être considérés par les militaires comme des complices des « terroristes ». Le Haut-commissariat aux réfugiés déclare avoir enregistré 7 204 réfugiés camerounais au Nigéria. Les autorités de l'Etat du Cross River évoquent la présence de plus de 28 000 réfugiés camerounais, la majorité n'étant pas prise en charge.

Une réponse militaire qui risque de crispier la population

Face au basculement d'une fraction des séparatistes dans la lutte armée, le président du Cameroun a déclaré la guerre aux

sécessionnistes et les a assimilés aux terroristes : des mandats d'arrêt internationaux contre les dirigeants sécessionnistes ont été émis, une énième vague de renforts militaires a été déployée dans le Sud-Ouest et l'état d'urgence a été imposé de fait dans le département de la Manyu. Ces décisions s'accompagnent malheureusement d'un refus de dialoguer sincèrement avec les militants fédéralistes anglophones qui n'ont jamais prôné la violence, et dont certains ont été incarcérés en janvier 2017 pour des motifs politiques.

Il y a un an, le gouvernement camerounais estimait que le problème anglophone n'existait pas. Il y a dix mois, les radicaux du gouvernement estimaient qu'en arrêtant les chefs de file du courant fédéraliste la crise serait réglée ; elle s'est au contraire aggravée. Aujourd'hui ces mêmes radicaux font le pari de la guerre, malgré le coût en vies humaines – à ce jour, une soixantaine de civils, seize militaires et policiers, et un nombre indéterminé de combattants sécessionnistes ont été tués. Ce pari pourrait s'avérer contreproductif, car la riposte militaire ne fera qu'alimenter le cycle de violences, accroître l'adhésion de la population aux idées séparatistes et renforcer la position des partisans de la lutte armée au sein de la mouvance sécessionniste. Des bavures militaires et des violations graves des droits humains commises par les militaires ont par ailleurs été signalées, notamment par les chefs traditionnels, dans le département de la Manyu.

Le président Biya ne parviendra que difficilement à stabiliser les régions anglophones par la seule riposte militaire, et ce serait au prix d'une guerre contre-insurrectionnelle laborieuse et coûteuse. Toutefois, au sein du pouvoir, l'escalade violente des séparatistes fait le jeu d'une partie de l'élite gouvernementale et de la hiérarchie militaire, qui n'attendait que cela pour réduire la crise anglophone à une simple question d'insurrection justifiant une réponse exclusivement militaire. Cette frange radicale du pouvoir est convaincue qu'elle pourra rapidement réprimer l'insurrection avant la prochaine élection. Mais c'est un calcul dangereux,

car il est difficile de venir à bout d'une insurrection, même artisanale, lorsqu'elle bénéficie du soutien d'une partie de la population.

2018 : l'année de tous les dangers

Pour l'heure, cette insurrection n'est véritablement présente que dans le département de la Manyu. Si elle se propage aux autres départements du Sud-Ouest, ou même au Nord-Ouest, où le sentiment séparatiste est fort, elle pourrait devenir ingérable. En réalité, il ne manque plus aux séparatistes violents que les ressources pour lever une armée. Une partie de la population radicalisée les soutient et la main-d'œuvre est disponible à la fois au Cameroun et parmi les réfugiés. Cela aurait des répercussions au Nigeria où le soutien aux militants anglophones existe sans doute au niveau local. Le Sud-Est du Nigeria est depuis longtemps le lieu d'une série de contestations irrédentistes ou sécessionnistes et présente de nombreuses affinités ethniques et politiques avec le Sud-Ouest du Cameroun.

En cas d'intensification de l'insurrection, le risque que les régions francophones soient touchées est élevé, d'autant que plusieurs des séparatistes menacent d'étendre la violence au pays tout entier. Un tel scénario déstabiliserait profondément et durablement le Cameroun, et le parti au pouvoir en payerait sans doute le prix lors des élections prévues en automne 2018. Le coût économique et humanitaire serait énorme. Le ministre des Finances a déjà annoncé que le taux de croissance du PIB du Cameroun de 6 pour cent anticipé au début l'année n'était en réalité que de 3,7 pour cent. Bien que la crise anglophone ne soit pas la seule cause de ce recul, elle y a certainement contribué.

Si un dialogue politique n'est pas rapidement amorcé, le Cameroun pourrait se

retrouver en 2018, en pleine année électorale, dans une situation économique et sécuritaire encore plus délicate. La formation progressive d'une insurrection armée oblige certes à une réponse militaire, mais celle-ci doit être proportionnée et respectueuse des droits humains. La solution politique doit rester prioritaire. Celle-ci passe nécessairement par un dialogue sur le fédéralisme et la décentralisation qui devrait être impulsé par le chef de l'Etat camerounais lui-même.

Le discours traditionnel de fin d'année offre au président camerounais une occasion idoine pour apaiser la situation, prendre des mesures de décrispation et annoncer ce dialogue. Les partenaires internationaux ont encore la possibilité d'encourager une initiative en ce sens afin d'éviter au Cameroun un enlisement dans un long conflit fratricide. Jusqu'à présent, ils se sont contentés du service minimum, estimant à tort qu'il ne s'agit pas d'une crise menaçant directement leurs intérêts économiques, politiques et sécuritaires. Or une déstabilisation du Cameroun aurait nécessairement des répercussions sous-régionales tant en Afrique centrale qu'au Nigeria et est susceptible d'affaiblir la lutte contre Boko Haram.

L'enjeu est de taille : une déstabilisation du Cameroun serait nuisible pour tous. C'est pourquoi toutes les parties doivent concentrer leurs efforts en direction d'une solution politique à la crise, y compris en proposant leurs services de médiation. Pour les Nations unies et l'Union africaine en particulier, c'est l'occasion de redorer le blason de leur mécanisme d'alerte précoce, d'éviter que cette crise ne se transforme progressivement en insurrection et de prévenir un embrasement dangereux.

« Si un dialogue politique n'est pas rapidement amorcé, le Cameroun pourrait se retrouver en 2018 [...] dans une situation économique et sécuritaire encore plus délicate. »
